

LOGEMENT ÉQUITABLE ET NOUVEAUX RÈGLEMENTS SUR LES PRÊTS HYPOTHÉCAIRES



Il est contraire à la loi qu'une banque ou une agence de prêt hypothécaire vous discrimine sur la base de votre appartenance à une classe protégée.

Les nouvelles règles que les banques et les agences de prêts hypothécaires doivent respecter vous aiderons:

- Vous avez le droit de recevoir un état financier contenant des informations claires sur le montant que vous devez payer lorsque vous êtes facturé.
- La banque ou l'agence de prêt hypothécaire doit vous fournir les numéros téléphoniques et adresses des personnes à contacter en cas de besoin.
- Vous avez droit à l'information à propos des conseillers en logement.

Au cas où vous accusez un retard de paiement de votre prêt et avez besoin d'aide, vous avez les droits suivants:

- Vous avez le droit d'introduire une demande de modification des termes de votre prêt, ce qui vous permettra de changer les termes de votre prêt. Une modification peut par exemple changer le montant de vos paiements mensuels ou changer le taux d'intérêt de votre prêt.
- Vous avez le droit de parler à un agent par téléphone.
- Une fois que vous avez soumis votre demande de modification de prêt, la banque ou l'agence de prêt hypothécaire a un délai de cinq jours pour vous notifier que votre demande de modification est complète ou non.
- Au cas où votre demande de modification est incomplète, la banque ou l'agence a l'obligation de vous dire les informations manquantes.
- Même au cas où vous n'avez pas introduit une demande d'assistance, la banque ou l'agence de prêt doit essayer de vous contacter dans un délai maximum de 36 jours à compter de la date où vous avez manqué d'effectuer votre paiement.

Le travail qui a servi de base à cette publication a été financé par une subvention du Ministère du Logement et du Développement Urbain des États-Unis. La substance et les conclusions de ce travail sont dédiées au public. L'auteur et l'éditeur sont les seuls responsables de l'exactitude des déclarations et des interprétations contenues dans cette publication. Ces interprétations ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Gouvernement Fédéral des États-Unis.